

Agriculture et Mouvement des paysans sous l'insécurité et les conflits : cas de la zone Office du Niger, au Mali

Beidari Traoré
Université de Ségou,
Institut Universitaire de Formation Professionnelle
IUFP, Mali
beidaritraore2@gmail.com

Résumé

Cet article décrit dans un premier temps, les changements affectant les paysans et la production rizicole dans la zone Office du Niger, suite aux déplacements massifs des exploitants et, dans un second temps, étudier les rapports entre les paysans et les groupes armés sous l'insécurité et les conflits, dans la localité. L'étude met d'abord en avant les contextes dans lesquels se produisent les conflits et par la suite, elle s'appuie sur les rapports existants entre la paysannerie et les groupes armés. Il ressort ainsi, que dans un premier temps, les conflits sont perçus comme une source de désespoir, de détérioration de cohésion sociale, et de destruction d'activités socio-

économiques nécessaires à la survie des paysans. Dans un second temps, les conflits armés à travers les attaques contre les paysans, l'incendie de champs en maturité et de récoltes, et l'interdiction d'exercer les activités agricoles, ont cassé la dynamique socio-économique de la zone et obligé les populations à abandonner leurs activités pour se déplacer vers d'autres zones paisibles.

Mots clés : insécurité, Paysannerie, Riziculture, Office Niger

Abstract

This article first describes the changes affecting farmers and rice production in the Office Niger zone, following the massive displacements of farmers and, secondly, studies the relationships between farmers and armed groups under insecurity. and conflicts, in the locality. The study first highlights the contexts in which conflicts occur and subsequently, it draws on the existing relationships between the peasantry and armed groups. It thus appears that initially, conflicts are perceived as a source of despair, deterioration of social cohesion, and destruction of socio-economic activities necessary for the survival of farmers. Secondly, armed conflicts through attacks on farmers, the burning of mature fields and crops, and the ban on carrying out agricultural activities, broke the socio-economic dynamics of the area and forced populations to abandon their activities to move to other peaceful areas.

Keywords: insecurity, peasantry, rice farming, office Niger

Introduction

En Afrique, la littérature est assez riche en matière de production sur les conflits. Ce continent est aujourd'hui caractérisé comme le théâtre des conflits et d'insécurité, des situations d'urgence à cause des conflits armés, P. Hugon (2001, p. 152). Cette conclusion est basée sur le nombre de pays en conflit, le nombre de morts et donc de victimes. Ainsi, selon P. Hugon (2001, p. 152), les 11 pays¹ en conflit sur ce continent avaient enregistré entre 3,8 à 8,8 millions de morts, soit 2,4 à 4,3% de leur population, estimée à 155 millions d'habitants dans les années 1990. Selon une récente étude, « Recherche sur les causes de la guerre », de l'université de Hambourg, parue en 2020, l'Afrique représente la région du monde la plus touchée par les conflits armés. Cette conclusion est par la suite appuyée par celle d'une autre étude du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, qui estime le nombre de pays en situation de conflits à 16 pays. Cette étude rattache l'existence des conflits armés en Afrique à l'incapacité des systèmes politiques africains à accommoder la participation, la contestation et le partage du pouvoir.

En effet, ces études minorent les contextes qui produisent les conflits et, ne prêtent pas non plus assez d'attention sur le plan socio-économique, sur ce qui se passe sur le terrain en période de conflit. Elles se limitent généralement sur les conséquences classiques des conflits (morts, coûts financiers, trafics d'armes et de drogues, etc.). Ces conséquences sont certes réelles et préoccupantes, mais les circonstances qui déclenchent ces conflits méritent de retenir plus d'attention de la part des études sur la paix et les conflits. Ces circonstances offrent l'une des clés nécessaires pour mieux comprendre les conflits et les processus de construction de la paix. Ainsi, dans les discours actuels sur la paysannerie en Afrique, les paysans sont dépeints en victimes ou en complices des problèmes. Ils sont perçus comme des victimes de la pauvreté et de conflits armés ou, des complices opportunistes. Mais en réalité, cette perspective victimaire et complice est problématique.

Au Mali, particulièrement, les paysans constituent environ 80 % de la population. Ils font de leur mieux pour s'en sortir malgré les défis sociopolitiques, économiques et environnementaux auxquels le pays est confronté depuis une décennie. Selon les contextes, il s'agit des actes qualifiés de terroristes, de conflits intercommunautaires d'ordre économique et religieux, etc. Le dénominateur commun de ces situations à travers le pays est la production de la violence comme moyen de revendication. Cependant, elles sont qualifiées différemment selon les acteurs

¹ Soudan, Éthiopie, Ouganda, Mozambique, Angola, Liberia, Sierra Leone, Burundi, Rwanda, ex-Zaire, Congo.

impliqués, la localisation, les méthodes et moyens utilisés et les buts ultimes des acteurs. Historiquement, plusieurs conflits armés ont découlé de ce conflit durable que traverse le Mali. Les principales périodes selon S. Haysom (2014, p. 6) et B. Maiangwa (2014, p. 20) sont : 1963-1964, 1990-1996, 2006-2009 et 2012.

Ainsi, si l'origine du conflit que vive le Mali, depuis 2012, semble être lié à la revendication d'indépendance portée par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), il a par la suite glissé vers le Centre et particulièrement la région de Ségou où le MNLA est jugé d'être l'associé d'autres groupes armés à cause de son impuissance. Dès lors, le quotidien des paysans de la région de Ségou et particulièrement dans la zone Office du Niger est marqué par la violence. Les attaques récurrentes les ont obligés à abandonner les activités de production agricoles et à se déplacer vers d'autres villes voire d'autres pays, ce qui a socialement et économiquement affecté les paysans, et la production rizicole dans la zone. Il est ainsi important de savoir, quelles sont les causes structurelles pour lesquelles les conflits armés se manifestent contre la paysannerie dans la localité ? Quel rapport existe-t-il entre les groupes armés et les paysans ? Comment l'insécurité et les conflits ont-ils affecté la production rizicole dans la zone Office du Niger ?

Le reste du papier est organisé en quatre parties : la première partie porte sur la revue de la littérature, la deuxième présente les matériels et méthode d'études, quant-à la troisième partie, elle porte sur la perception des communautés du conflit armé, la quatrième présente l'évolution de la mutation paysanne dans la localité, la cinquième partie expose les impacts du mouvement des paysans sur les activités agricoles et enfin, la sixième partie offre une conclusion.

1. Revue de la littérature

La littérature sur les conflits est riche et variée. Cependant, il est possible de dégager deux grands pôles dans les études des conflits : les causes, et la résolution et construction de la paix. Le premier pôle regroupe l'ensemble des études attrayant à l'analyse des causes ou facteurs conduisant aux conflits. Dans le second pôle par contre, nous avons des études se focalisant sur la résolution des conflits et la construction de la paix. Le rapport de la Banque Mondiale de 2011, consacré au conflit, sécurité et développement, met en évidence des théories des causes des conflits en passant en revue un certain nombre d'études World Bank (2011, p. 6). Les causes des conflits sont d'ordre interne et externe. Cependant, il est en général admis que, ces deux types de causes découlent toutes des dynamiques politiques, économiques et sécuritaires.

La littérature sur les causes des conflits est donc très documentée et variée. En effet, A. D. N'Dimina-Mougala (2007, p. 137) dans ses travaux regroupe les causes possibles des conflits en préférences, opportunités et perceptions. Dans le même prolongement, P. Collier et A. Hoefflert, (2004, p. 21) attribuent la survenue de la rébellion à l'inégalité, au manque de droits politiques, aux divisions ethniques et religieuses dans la société, mais aussi aux opportunités atypiques de créer une organisation rebelle. S. M. Murshed et M. Z. Tadjoeeddin (2007, p. 1) quant-à eux, soulignent que les travaux des analystes rationnels utilisent les phénomènes « Greed » et « Grievance » pour expliquer le déclenchement des conflits. Pour eux, ces analyses sont basées sur la compétition entre les élites pour les rentes des ressources naturelles, les privations relatives et les doléances. Si, S. M. Murshed et M. Z. Tadjoeeddin (2007, p. 1) semblent être d'accord en partie avec ces analyses rationnelles, ils ne manqueront de les critiquer en soulignant que les conflits peuvent rarement être expliqués par la seule « Greed ». Cependant, ils préconisent que les hypothèses de la « Greed » et du « Grievance » peuvent être des explications complémentaires des conflits. La littérature sur les causes des conflits, dans le fond, semble donc moins controversée.

Sur le plan sécuritaire, les causes externes relèvent de l'héritage des conflits qui maintiennent les pays dans la trappe aux conflits, T. Lumumba-Kasongo (2019, P. 37); et, les facteurs externes sont entre autres l'innovation et l'occupation, soutiens extérieurs aux rebelles nationaux, le terrorisme transnational, le réseau criminel international, etc. Quant au niveau politique, il ressort que l'ethnie, la religion, la compétition régionale, et la discrimination, représentent les facteurs internes pouvant conduire aux conflits. Par contre, la perception globale de l'inégalité et injustice dans le traitement des groupes ethniques ou religieux est considérée comme facteur politique externe des conflits. Enfin, au niveau économique, le chômage des jeunes, la corruption sévère et la pauvreté sont identifiés comme principales causes internes. Les chocs externe (prix) et le changement climatique quant-à eux, sont supposés être les causes externes selon S. Bazzi et C. Blattman (2014, p. 17). Si la littérature sur les causes des conflits semble moins controversée, il y a un débat nourri concernant la construction et la consolidations de la paix, I. Rashid et A. Niang (2021, p. 149).

Ainsi, B. Sangaré (2016, p. 4) affirme que la contestation des privilèges statutaires et la distribution inégales des ressources naturelles entre les différentes communautés est un puissant facteur de motivation des individus dominés à rejoindre les groupes armés. En outre, M. Bruijn et J. Both (2017, p. 780) prolonge que l'accès à la terre et aux ressources pastorales sont entre

autres l'objet d'une extrême violence exercée par les groupes armés contre la paysannerie. M. Léo (2020, p. 188) dans une de ses études en Côte d'Ivoire, parue en 2020, indique que les tensions que connaissent les communautés au quotidien expliquent de manière large les conflits armés qui traversent le territoire et qui se sont violemment exprimés les uns contre les autres à d'autres occasions durant les crises socio-économiques et politiques.

2. Matériels et méthode d'étude

Cet article est tiré d'un projet de recherche d'étude de cas portant sur les régions de Ségou et de Mopti, au Centre du pays. Cependant, nous nous focalisons dans ce papier, sur le cas de la région de Ségou et particulièrement celui de la zone Office du Niger, une zone de production rizicole par excellence, qui joue un rôle important dans l'atteinte de la sécurité alimentaire et la croissance économique de la région.

2.1. Economie de la zone Office du Niger - ON

Zone de production Agricole par excellence, la zone Office du Niger est composée de sept (7) zone de production². L'économie de ladite zone est principalement basée sur l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce. L'agriculture occupe environ 80% de la population active dans la localité, Banque mondiale (2022, p. 2). Elle est basée sur la riziculture, le maraichage, et la canne à sucre. A côté de l'agriculture, l'élevage occupe aussi une place privilégiée dans l'économie de la zone. Il constitue une importante source de revenus pour de nombreuses exploitations. Il joue par ailleurs un rôle important dans l'atteinte de la sécurité alimentaire et le développement agricole. Aux côtés de l'agriculture et l'élevage, la pêche constitue la troisième composante de l'économie de la zone ON. Son développement est favorisé par la présence d'importantes ressources en eaux, en particulier le fleuve Niger, le Canal du Sahel (entre Ségou et Niono), les canaux d'irrigation de l'Office du Niger et celle de plusieurs casiers rizicoles (qui favorisent la reproduction des poissons). Le commerce dans la localité est principalement caractérisé par un système de foires hebdomadaires où les échanges des produits du secteur primaire dominant. Le circuit de distribution est composé de commerçants agréés et un secteur traditionnel caractérisé par le petit commerce généralement informel qui s'exercent dans ces marchés journaliers ou hebdomadaires à travers la région de Ségou. Le plus important des produits échangés porte d'abord sur le riz mais aussi le mil, le maïs et le sorgho, et le bétail sur presque tous les marchés.

² Macina, Molodo, N'débougou, Kouroumari, Kolongo, M'bèwani et la zone de Niono

2.2. Collecte de données

Comme souligné plus haut, ce travail est l’aboutissement d’une recherche effectuée au Centre du Mali. Les données ont été collectées dans plusieurs localités dans les régions de Ségou et Mopti, sur une période de 6 mois, à travers des observations mais aussi des entretiens approfondis sur le terrain. Dans le cadre de ces entretiens non structurés, nous avons interrogé plus de 150 répondants au total, comprenant des riziculteurs, des agents d’Organisation Non Gouvernementales (ONG), des membres de groupes armés, des ex otages, des éleveurs, des commerçants, des chefs traditionnels, des enseignants, et des leaders dozos. La méthode utilisée dans la recherche est celle de l’étude de cas. Nous avons considéré le cas de la région de Ségou comme une arène socio-politique et séculaire dont la compréhension peut renseigner beaucoup sur la construction de la paix, mais également la prévention des conflits au Mali. Les localités couvertes par la collecte dans la zone Office du Niger sont répertoriées dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Cartographie des interviews et focus dans la zone Office du Niger

Localité	Zone Office du Niger				
	Nombre	Type	Profession	Age	Sexe
Niono	3	Individuel	Agent de crédit	38	M
			Ex-otage	42	M
			Riziculteur	48	M
Mariko	1	Focus Groupe	agriculteurs, éleveurs, enseignants et tailleurs	-	M et F
Cocody	1	Individuel	Agriculteur	48	M
Dogofry	1	Individuel	Chef traditionnel	41	M
Kolongo	1	Individuel	commerçante	35	F
Macina	1	Individuel	Maraicher	52	M
Trauma	1	Individuel	Artisane (Potière)	33	F
N’débougou	1	Individuel	Transformatrice de produits agricoles	33	F
Farabougou	1	Individuel	Leader Dozos	55	M

Source : Auteur

Lors de la collecte des données, nous avons privilégié les localités ayant subi des attaques ou qui sont sous contrôle des groupes armés. Nous avons ainsi fini par collecter les données dans neuf (9) localités de la zone Office (Niono, Mariko, Cocody, Dogofry, Kolongo, Macina, Trauma, N’débougou et Farabougou). Vu la sensibilité du sujet, il a fallu d’abord faire environ deux (2) mois d’observation sur le terrain afin de s’approcher aux acteurs, pour comprendre d’une part les réalités que vivent les différentes communautés et essayer d’interpréter leurs comportements, leurs actions, leurs conditions de vie et les intérêts socio-économiques qui les

lient ou les divergent et d'autre part créer une sorte de confiance avec ces acteurs afin de bénéficier leur collaboration.

3. Divergences et Glissement du conflit

Pour la plupart des enquêtés, le conflit au départ était une affaire de Touaregs qui voulaient leur indépendance à travers le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA). Tout de même, le sentiment général exprimé sur le terrain renvoie à une telle généralisation, qui nous semble simpliste, voire réducteur, pour rendre compte de ce conflit qui perdure, change de forme, de revendications, mais surtout qui se propage de manière graduelle sur le territoire.

Si la majorité semble lier l'origine du conflit à la revendication d'indépendance portée par le MNLA, les avis sur le terrain attribuent la mutation du conflit vers le Centre à l'association du MNLA avec d'autres groupes armés à cause de son impuissance. Au cours de cette étude, il nous a semblé important de comprendre l'opinion de la population locale, de manière générale, sur le conflit au Mali à travers la question suivante : « *Que pouvez-vous dire sur le conflit au Mali ?* ». L'aspect ouvert de cette question était délibéré et devrait, à notre sens, permettre de puiser le maximum d'informations possibles. En dépit de la diversité des réponses, l'impuissance du MNLA, l'association à des djihadistes, le retour de la Libye, l'aide de la France sont des expressions récurrentes. A ce sujet un ex otage, habitant de Niono nous confie ceci :

« Au début, ça concernait seulement les régions du Centre (Gao, Tombouctou et Kidal). C'était un groupe de Touaregs venus de la Libye, qui disposaient d'assez d'armes lourdes et qui revendiquaient leur autonomie et c'est là le point de départ du conflit que nous vivons actuellement. En outre, il faut savoir qu'il y'a aussi beaucoup d'autres acteurs tels que le groupe salafistes qui sont des djihadistes, les occidentaux (particulièrement la France) et beaucoup d'autres problèmes comme les problèmes sociaux (inter-ethniques), économiques et même politique qui nous ont emmené là où nous sommes aujourd'hui. »

Conscient de son impuissance, le MNLA a noué des alliances pour exprimer sa suprématie et atteindre son objectif ; c'est ainsi que le rapport, d'alors, entre le MNLA et d'autres groupes armés est décrit sur le terrain. Par exemple, un autre ex otage affirme que :

« (...) comme ce groupe, MNLA, était impuissant pour combattre l'armée malienne au Nord, il a fait appel aux djihadistes reconnus sous le nom des Salafistes pour un départ (Salafiste-djihadistes) qui sont venus de l'Algérie. Les djihadistes sont venus de deux groupes sollicités par le MNLA : le groupe Modiao-Dine de Mohamed Ould Oumaha et le groupe Ansar Dine de Yad-agaly. Ces deux groupes étaient au départ entre le Mali et l'Algérie et faisaient des business comme le trafic des voitures, de la drogue et des armes. »

Ce ressenti de l'impuissance du MNLA semble être partagé par l'opinion publique malienne. Pourtant, il est établi que le combat du MNLA était pour l'indépendance dès le départ. Alors,

la question qui se pose est de savoir comment un groupe décrit comme impuissant face aux forces de défense a osé nourrir une telle revendication. Sur quoi (qui) comptait-il pour la réussite de ses opérations (militaires) et l'atteinte de son objectif ? Quelles stratégies avait-il planifiées et adoptées ? Concrètement, quel deal le MNLA a donc proposé à ses alliés pour qu'ils acceptent de se rallier à sa cause ? S'il est difficile de répondre à ses interrogations, l'évolution du rapport entre le MNLA et ses alliés est révélatrice des non-dits dans les closes. Il semblerait que le deal fondamental qu'ait proposé le MNLA à ces alliés initiaux (Mujao-Dine et Ansar-Dine) était l'instauration de la charia une fois les régions de Gao, Kidal et Tombouctou conquises. Un deal accepté, mais qui ne connaîtra pas de longévité, c'est ce que pense un ex otage habitant de Ségou :

« (...) le groupe MNLA a menti aux deux autres groupes, en leur disant qu'ils doivent rester soudés pour conquérir le Nord parce que la charte de la religion musulmane n'est pas respectée dans les trois régions (Gao, Tombouctou et Kidal). Mais le but final du MNLA était de conquérir ces régions qu'il appelle « Azawad ». Quand les deux autres groupes (Mujao-Dine et Ansar-Dine) ont compris le jeu que faisait le MNLA, ils ont renoncé à la conquête. Ce qui fut le début d'un conflit entre MNLA et les deux autres groupes. »

Le rapport de coalition MNLA-Mujao-Dine-Ansar-Dine va vite tourner en un conflit d'intérêts. Les alliés d'hier sont devenus des adversaires. Il est donc important de se demander quels changements importants en cours de route ont justifié une séparation faisant des alliés des ennemis à abattre à tout prix ? De même, l'on peut se demander, qu'est-ce qu'il y a de si important dans ce territoire pour justifier une telle concurrence entre les groupes armés ? Ainsi, les motivations exprimées sont divergentes et difficilement conciliables. Pour certains, il est question d'indépendance, pendant que d'autres se battent au nom de la religion et l'instauration de la « charia » ; sans oublier l'enjeu économique : le contrôle des ressources locales. Sur le terrain, ce n'est pas seulement un combat d'idées, d'opinions et de visions qui prévaut, mais aussi une véritable confrontation d'arsenaux de guerre. Ainsi, le MNLA a perdu du terrain au profit des groupes Mujao-Dine et Ansar-Dine entre 2012 et 2013. Ces groupes armés vont vite devenir gênants par leurs discours axés sur la religion, l'injustice, contre l'Occident, mais aussi par leurs pratiques violentes. Paradoxalement, ils deviennent plus gênants en s'attaquant aux symboles de la religion, au nom de laquelle ils prétendent se battre, aux symboles de l'Etat et de l'administration. Ces groupes armés (Djihadistes), une fois les régions de Gao, Tombouctou et Kidal sous leur emprise, menacent de progresser vers Bamako en passant par Ségou. Alors, la priorité a été d'abord de stopper leur progression, mais aussi de les neutraliser et permettre ainsi au Mali de recouvrir l'intégralité de son territoire. Cela a nécessité l'intervention de

l'armée française. Le récit suivant d'un ex otage laisse percevoir d'importantes modifications cachées de l'intervention française de l'époque :

« Appel est lancé à la France pour déloger les groupes djihadistes au Nord. Cette intervention a abouti à un renforcement du MNLA qui avait abandonné le terrain au profit des groupes djihadistes. Et c'est par la même occasion, qu'a vu le jour, le groupe d'Amadou Koufa et le conflit a pris d'autres dimensions au point qu'on parle d'un problème intercommunautaire. »

Ce récit est révélateur d'un accord aux contours diffus mais aussi de la ramification des groupes armés sur le terrain. Au départ, l'objectif de l'intervention française était la reconquête de l'ensemble du territoire malien. Cependant, à l'arrivée un élément central, « Kidal », a manqué au puzzle et est finalement resté irrécupérable. L'élément « Kidal », à l'époque, semblait constituer un intérêt particulier pour la France au point que le MNLA était considéré comme un partenaire à privilégier au détriment de l'accord initial avec l'Etat malien, qu'est la reconquête de l'ensemble de son territoire, B. Sangare (2016, p. 3). La question qui se pose est alors au nom de quel intérêt un pays comme la France peut revenir sur un deal si important pour tout un pays, le Mali, au profit d'un groupe armé ? Certes, il est difficile de répondre à cette interrogation, cependant, depuis l'intervention française, en 2013, on assiste à une multiplication des groupes armés sur le terrain et, surtout, à une mutation du conflit vers d'autres régions, épargnées auparavant. Si les groupes armés djihadistes sont distincts dans leur constitution, une forte interconnexion existe entre eux sur le terrain, c'est comme cela qu'un ex otage a décrit les groupes djihadistes :

« Il est aussi important de comprendre que les djihadistes sont subdivisés en plusieurs groupes inter-liés. Par exemple, les régions de Gao, Tombouctou, Mopti et de Bandiagara sont gérées par le Groupe de Soutien Islamique (GIS) de Yad-agaly, majoritairement composé d'Arabes et de Touaregs. La zone de Macina est gérée par un autre groupe appelé Katiba et la région de Ségou par Djamaratoul Al-Islamia d'Amadou Koufa. Cependant les deux groupes Katiba et Djamaratoul Al-Islam sont majoritairement composés de peulhs. »

Le conflit s'est propagé graduellement de son foyer d'origine vers d'autres régions. Aujourd'hui, la région de Ségou est devenue le bastion des groupes armés djihadistes et des groupes d'auto-défense. Sur le terrain, ce déplacement du conflit est attribué en partie à l'intervention française. Un avis que partage un habitant de Niono :

« (...) ils ont appelé les français pour faire dégager les djihadistes à travers leurs forces armées. Donc, l'armée Française a poursuivi les djihadistes jusqu'au Centre du pays et c'est ainsi que les populations du Centre ont commencé à sentir l'ampleur du conflit. »

Ce sentiment de conflit lointain, à la base, est assez partagé sur le terrain. Cependant, on va plus loin en attribuant l'évolution du conflit vers ces régions à la démarche du Gouvernement du

Mali et ses partenaires dans la résolution du conflit. Le récit suivant tiré de l'entretien avec un enseignant de la région de Ségou est assez illustratif :

« Ce sont les salafistes et les Ansar-dines, groupes des djihadistes, qui ont été exclus des négociations de la paix et de la réconciliation qui se sont retrouvés dans les régions de Ségou ayant Iyad Ag Ghaly à la tête de tous les groupes djihadistes, parce qu'après, ils se sont subdivisés en plusieurs groupes et continuent d'être une menace pour la stabilité de ces régions. »

L'évolution des attaques (événements violents) répertoriées sur le terrain mis en évidence à Niono est assez illustrative de cette mutation du conflit vers la région de Ségou.

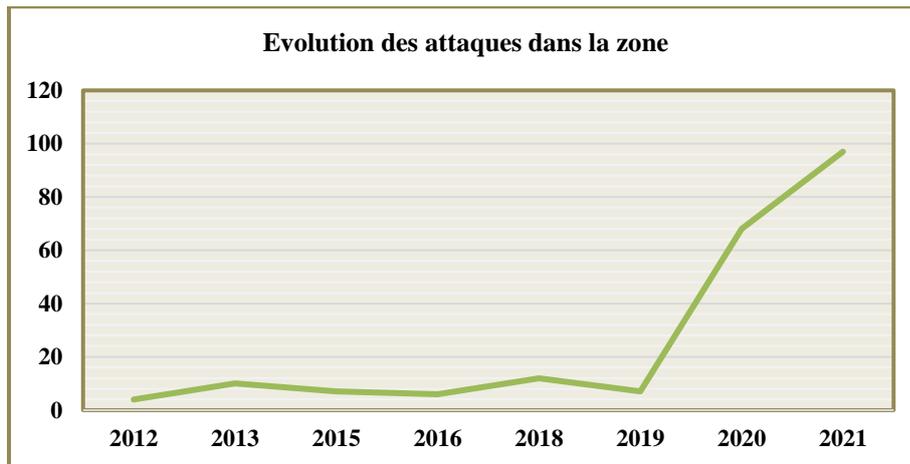


Figure 1 : Evolutions des attaques violentes dans la zone Office du Niger

Source : Auteur

La figure 1 montre clairement une évolution graduelle des attaques violentes dans la zone Office du Niger. A partir de 2019, la situation sécuritaire s'est beaucoup dégradée. Les attaques vont se multiplier dans presque toutes les communes. Selon la base de données de ACLED, aucune commune du cercle de Niono n'a été épargnée par les événements. Ainsi, au moins un événement violent a été répertorié dans toutes les 12 communes du cercle de Niono comme le montre la figure ci-dessous :

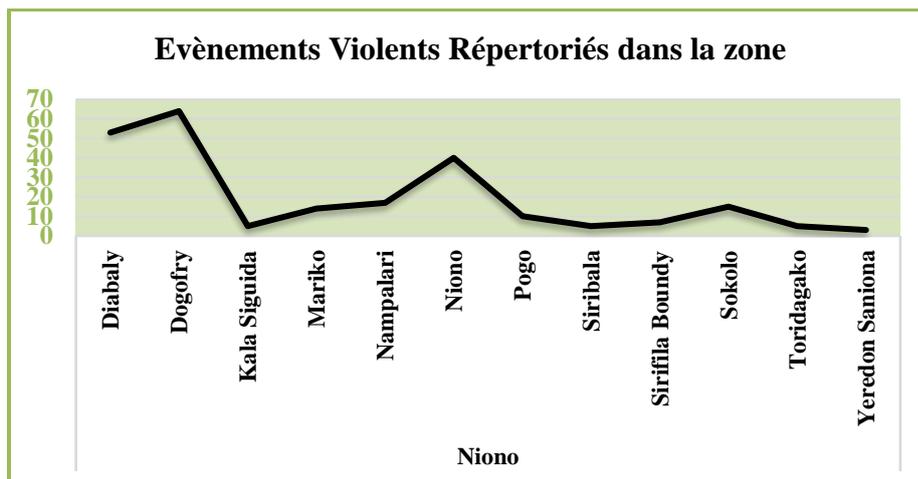


Figure 2 : Evènements violents répertoriés dans le cercle de Niono depuis 2012

Source : Auteurs, à partir des données Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)

En termes des nombres d'attaques violentes, la figure 2 montre que Dogofry, Diabaly et Niono sont les communes les plus touchées dans le cercle de Niono. Cependant, en termes de répartition géographique, le cercle de Niono présente le profil de zone en conflit. En effet, la base de données ACLED, depuis 2012, reporte plus de 238 évènements violents (combats, explosions ou révoltes violentes et attaques contre les civiles) dans le cercle de Niono. A la suite de ces évènements, environ 667 personnes sont situées.

4. Evolution du mouvement des paysans dans la zone

Face à l'insécurité et aux conflits, de nombreuses populations ont été contraintes à fuir leur localité dans le plus grand dénuement. Dans les chefs-lieux de Cercles où ces paysans ont principalement trouvé refuge, le problème de logement se pose avec acuité tant pour eux que pour les communautés hôtes. Cependant, dans la plupart des cas, ces déplacements de paysans sont imputables aux opérations militaires, aux activités des groupes armés, et aux pressions exercées sur la population civile, ainsi qu'à l'exacerbation des tensions intercommunautaires. Parallèlement, il convient de noter que les zones de départ sont d'une manière générale les zones de conflits et de tensions intercommunautaires.

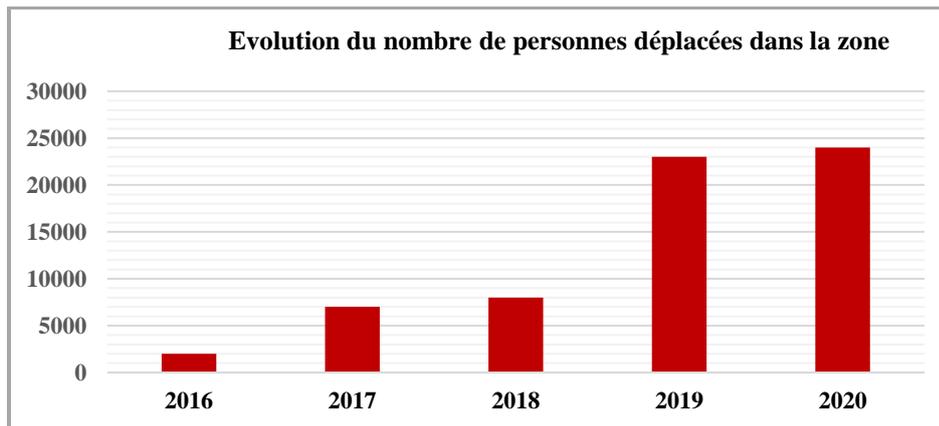


Figure 3 : Evolution du nombre de personnes déplacées dans la zone

Source : Auteur

L'analyse de cette figure révèle que de 2016 à 2020, le nombre de personnes déplacées dans la zone ne cesse d'augmenter au fil des ans avec un pic enregistré en 2020 (24000 personnes soit 37,5%) de l'effectif total (64000 personnes enregistrées). Cette situation est surtout imputable à la situation de crise multiforme que connaît d'une manière générale la région de Ségou.

5. Impacts du mouvement des paysans sur les activités Agricoles

Dans la zone Office du Niger, l'impact des déplacements massifs et incontrôlés des paysans suite aux attaques récurrentes a occasionné des perturbations inestimables sur le plan social et économique. On peut en retenir entre autres : perte importante de superficies cultivables et abandon d'autres superficies par les paysans ; hausse de vols de bétails (68,672 bovins ; 62,279 ovins ; 18,321 caprins ; 3,080 asins ; 164 équins ; 187 camelins et 1968 volailles, DNPIA (2019, p. 40)) ; Accès limité à certaines localités et pâturages du fait de l'insécurité et des conflits; Désorganisation des circuits habituels d'approvisionnement des populations en denrées de première nécessité ; Ressources limitées, aussi bien des acteurs étatiques que des acteurs humanitaires, face aux besoins en abris de tous les ménages déplacés ; Retrait des Institutions Financières du fait de l'insécurité rendant les paysans plus vulnérables ; Risques d'expropriation des terres exploitées par la gante féminine dans les zones; Pertes énormes de revenus des populations déplacées entraînant une extrême pauvreté ; etc.

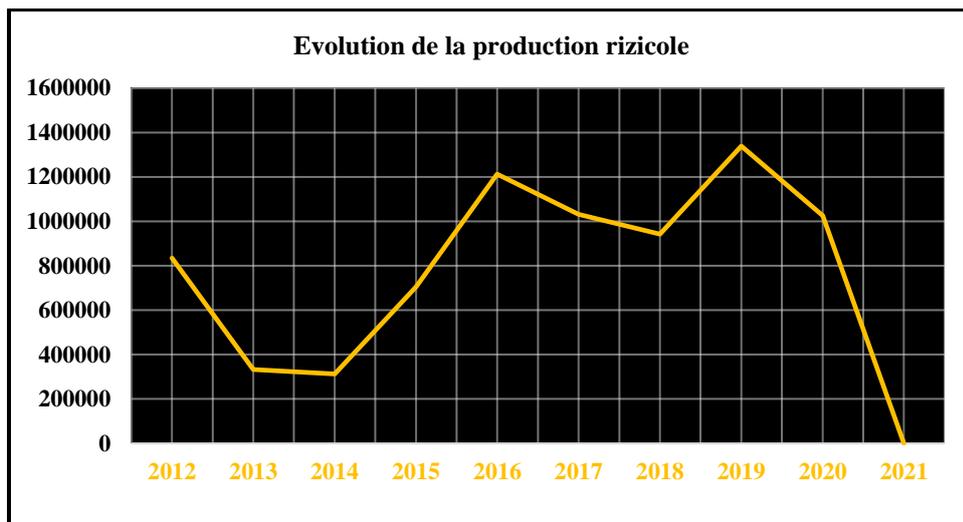


Figure 4 : Evolution de la production du riz de 2012 à 2021

Source : Auteur, à partir des données des Enquêtes Agricoles de Conjoncture (EAC)

Nous observons dans cette graphique, l’instabilité de la quantité de riz produite dans la zone Office du Niger. En effet, la courbe révèle que de 2012 à 2021, l’augmentation de la production rizicole dans la zone n’est pas linéaire. Elle varie d’une année à l’autre avec un taux parfois positif (favorable) mais souvent négatif (généralement défavorable).

Conclusion

Cette recherche visait d’abord à étudier les changements affectant les paysans et les activités agricoles et, par la suite les rapports entre les paysans et les groupes armés sous l’insécurité et les conflits dans la zone Office du Niger. Pour y parvenir, l’étude met en exergue les contextes dans lesquels les conflits armés se produisent et les relations socio-économiques entre la paysannerie et les groupes armés.

Le conflit armé que traverse le Mali depuis 2012 a connu une mutation graduelle vers les régions du Centre et particulièrement la région de Ségou. Dès lors, le quotidien des populations de cette région est marqué par la violence et l’abandon forcé des activités socio-économiques sur le terrain. Les attaques récurrentes ont obligé les paysans à abandonner les différentes activités et à se déplacer vers d’autres villes voire d’autres pays, ce qui a négativement impacté les paysans et défavorisé la production rizicole.

Les paysans perçoivent aujourd’hui les conflits comme une source de désespoir, de détérioration de cohésion sociale, et de destruction d’activités socio-économiques nécessaires à leur survie ; du risque de se faire tuer à tout moment. A travers les attaques contre les paysans,

l'incendie de champs en maturité et de récoltes, et l'interdiction d'exercer les activités, les conflits ont cassé la dynamique socio-économique de la zone. En outre, la relation entre les groupes armés et les paysans dans la zone Office du Niger est en perpétuelle négociations évoluant du partage normatif à l'exploitation économique et sociale. Par conséquent, les structures sociales et économiques sont bouleversées, aboutissant ainsi à une sorte de redistribution, non exprimée, des rôles et des statuts sociaux et économiques. Cela ouvre une piste importante de recherche pour les études de conflits portant sur comment les paysans parviennent-ils à s'insérer socialement et économiquement suite aux déplacements sous conflit.

Références Bibliographiques

Banque Mondiale. 2022 : *Rapport annuel*. 47 pages.

Bazzi, S., & Blattman, C. (2014). « Economic shocks and conflict: Evidence from commodity prices ». *American Economic Journal: Macroeconomics*, 6(4), 1-38. <https://doi.org/10.1257/mac.6.4.1>

Bruijn M., & Both J. 2017: « Youth between State and Rebel (Dis) Orders: Contesting Legitimacy from Below in Sub-Sahara Africa ». *Small Wars & Insurgencies*, 28(4-5), 779-798. <https://doi.org/10.1080/09592318.2017.1322329>.

Collier, P., & Hoefflert, A. (2004). « Greed and grievance in civil war ». *Oxford Economic Papers*, 56, 563–595. [https://doi.org/https://doi.org/10.1787/8bbc5813-en](https://doi.org/10.1787/8bbc5813-en)

DNPIA, 2019 : *Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Développement Rural (CPS/SDR). Rapport annuel*. Bamako, 139 pages.

Haysom, Simone 2014. « Security and Humanitarian Crisis in Mali. The Role of Regional Organizations ». Humanitarian Policy Group, 1-23. Available at: <http://www.odi.org/hpg>.

Hugon, P. (2001). « L' économie des conflits en Afrique ». *Armand Colin Revue Internationale et Stratégie*, 3(43), 152-169.

Léo M., 2020 : « Mobilités, conflits fonciers et jeunesse, Dynamique des pouvoirs en pays bété, Côte d'Ivoire ». *Revue Internationale des Etudes du Développement*. 3, 243. 175-197.

Lumumba-Kasongo, T. (2019). « Contemporary Theories of Conflict and their Social and Political Implications ». *Peace, Security and Post-Conflict Reconstruction in the Great Lakes Region of Africa*, 29 - 48. <https://doi.org/10.2307/j.ctvvc60jf.7>

Maiangwa, Benjamin 2014. « Jihadism in West Africa: Adopting a Three-Dimensional Approach to Counterterrorism ». *Journal of Peacebuilding & Development* 9 (3): 17-32.

- Murshed, S. M., & Tadjoeeddin, M. Z. (2007). « Reappraising the Greed and Grievance Explanation for Violent Internal Conflict ». In *Microcon Research Working Paper*. <https://doi.org/10.1002/jid.1478>
- N'Dimina-Mougala, A. D. (2007). « les conflits africains au xxe siècle ». *Presse Universitaires de France "Guerres Mondiales et Conflits Contemporains,"* 1(225), 121-131.
- Rashid, I., & Niang, A. (2021). *Researching Peacebuilding in Africa* (Routledge). New York.
- Sangaré B. 2016 : *Le Centre du Mali : épicerie du jihadisme ? Note d'analyse du GRIP*.
- World Bank. (2011). *World development report 2011 : Conflict, Security, and Development*.